



jeudi 20 octobre 2016

Les grands titres:

- Syrie : une transition politique crédible reste la seule issue possible à la tragédie, selon l'ONU
- Haïti : Ban Ki-moon demande aux donateurs de répondre à l'appel de fonds humanitaire
- **HABITAT III** : l'ONU adopte un 'Nouvel agenda urbain' à Quito
- Investir dans le potentiel des filles est essentiel pour la réalisation des objectifs de développement durable, selon l'ONU
- Centrafrique : le PAM fournit une assistance d'urgence aux victimes des violences
- RDC : l'ONU félicite les participants au dialogue national pour leur engagement envers une solution pacifique à la crise
- Le reboisement du mont Kilimandjaro pourrait atténuer les pénuries d'eau en Afrique de l'Est, selon le PNUE
- Climat : il faut investir dans la sécurité des piétons et des cyclistes, selon le PNUE

Syrie : une transition politique crédible reste la seule issue possible à la tragédie, selon l'ONU



Des enfants marchent devant des maisons détruites dans l'est d'Alep, en Syrie. Photo UNICEF/Rami Zayat

enfants, et 2.000 blessés.

20 octobre - A l'occasion d'une réunion informelle de l'[Assemblée générale](#) sur la Syrie, le [Secrétaire général de l'ONU, Ban-Ki-moon](#), a salué la pause dans les bombardements de la ville d'Alep annoncée par la Russie et rappelé que ceux qui ont violé les droits de l'homme et le droit humanitaire devront répondre de leurs actes.

« Le conflit continue d'atteindre des profondeurs nouvelles et terribles », a déclaré jeudi M. Ban devant les Etats membres de l'Organisation. « [L'offensive menée par le gouvernement syrien dans l'est d'Alep](#) depuis le 23 septembre a été le bombardement aérien le plus soutenu et intense depuis le début du conflit », a-t-il ajouté soulignant l'horreur meurtrière avec près de 500 personnes tuées, dont plus d'un quart sont des

Le Secrétaire général a rappelé qu'aucun convoi de l'ONU n'est entré dans l'est d'Alep depuis le 7 juillet. « Dans ces conditions moyenâgeuses, les personnes vulnérables souffrent le plus », a-t-il dit soulignant que le secteur de la santé a été impitoyablement matraqué et que des centaines de personnes ont un besoin urgent d'évacuation médicale. « Pendant ce temps, la faim a été utilisée comme une arme. Les rations alimentaires seront épuisées d'ici la fin du mois », a-t-il alerté.



M. Ban appelle à un accès humanitaire complet à l'est d'Alep

« Je salue la pause unilatérale dans les bombardements, annoncée par la Fédération de Russie, qui a commencé aujourd'hui », a déclaré M. Ban. « Cela a contribué à ouvrir la voie à la mise en œuvre du plan d'évacuation médicale de l'ONU », a-t-il dit soulignant que les agences de l'ONU et ses partenaires se préparent à effectuer des évacuations médicales d'urgence, et à acheminer des fournitures médicales d'urgence, pour des centaines de malades et de personnes grièvement blessées et leurs familles dans l'est d'Alep.

Pour le chef de l'ONU, il dépend de toutes les parties de respecter les garanties de sécurité et de faciliter cette initiative de sauvetage d'urgence. « Mais cela est le strict minimum. C'est loin d'être suffisant », a-t-il prévenu, appelant à un accès humanitaire complet à l'est d'Alep. « Mon Envoyé spécial, Staffan de Mistura, a averti que, si les combats se poursuivent à ce rythme, [Alep pourrait être détruite avant la fin de l'année](#) », a-t-il rappelé.

Cesser les hostilités afin de mettre en place la transition politique

Tout en saluant la poursuite des efforts diplomatiques, notamment ceux qui ont eu lieu à Lausanne et Genève, en Suisse, M. Ban a déploré que des divisions continuent d'entraver ces efforts. « Je regrette que le [Conseil de sécurité ait failli à ses responsabilités](#) pour défendre la paix et la sécurité pour la Syrie », a-t-il dit. « Je suis troublé que les rivalités régionales aient pris la primauté sur les besoins du peuple syrien », a-t-il ajouté. « Je suis consterné de voir que les parties syriennes continuent de placer leur foi dans des roquettes, des fusils et des bombes à baril », rappelant de nouveau qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise syrienne.

Pour le Secrétaire général, la cessation des hostilités à l'échelle nationale doit être relancée. « Le gouvernement doit accepter de clouer au sol sa force aérienne à Alep. Les éléments extrémistes doivent être isolés », a-t-il déclaré tout en reconnaissant que cela exigera des mécanismes de surveillance et de vérification robustes et crédibles.

« La cessation des hostilités est fondamentale pour la réalisation d'un processus par lequel le peuple syrien peut obtenir une réalité nouvelle, pacifique et démocratique, tout en protégeant leur souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance, la préservation et la réforme des institutions de l'Etat, et l'union contre le terrorisme », a dit M. Ban.

« Le Groupe international de soutien à la Syrie a exhorté les parties syriennes à se mettre d'accord sur un cadre pour une véritable transition politique, qui comprendrait un vaste organe de transition, y compris avec les pleins pouvoirs exécutifs », a-t-il ajouté rappelant que cette demande est conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité et au Communiqué de Genève de 2012. « Le destin d'aucun pays ne devrait reposer sur le sort d'une personne seule », a-t-il souligné indiquant que M. de Mistura continuait de travailler intensivement pour convoquer à nouveau des pourparlers officiels. « Nous devons être prêts à bouger rapidement, de manière concertée ».

Violations des droits de l'homme

Le Secrétaire général a rappelé aux Etats membres de l'ONU que des violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire ont été commises en Syrie. « Certains d'entre elles peuvent constituer des [crimes de guerre](#) et des crimes contre l'humanité », a-t-il dit.

Pour M. Ban, les auteurs de ces violations doivent être tenus responsables. « Les membres du gouvernement qui ont donné des ordres ou faisaient partie de la chaîne de commandement doivent rendre des comptes », a-t-il souligné. « D'autres sur le champ de bataille doivent également être traduits devant la justice », a-t-il ajouté, rappelant qu'il a créé un [comité interne des Nations Unies chargée d'enquêter sur la tragédie](#) qui a touché une opération de secours de l'ONU et du Croissant-Rouge arabe syrien à Urum al-Kubra le 19 septembre.

Haïti : Ban Ki-moon demande aux donateurs de répondre à l'appel de fonds humanitaire



Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, (au centre), visite un abri temporaire pour les victimes de l'ouragan Matthew aux Cayes, en Haïti, lors d'un déplacement le 15 octobre 2016 pendant lequel il a rencontré les communautés, les représentants du gouvernement et les travailleurs humanitaires. Photo ONU/Eskinder Debebe

20 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a demandé jeudi aux donateurs de répondre à l'appel de fonds humanitaire de 120 millions de dollars pour venir en aide aux Haïtiens touchés par l'ouragan Matthew, lors d'une rencontre avec l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Samedi, je suis allé aux Cayes, qui a été très affectée par l'ouragan Matthew. J'ai vu d'énormes dégâts. Les gens qui avaient auparavant peu, n'ont maintenant plus rien. Pas de maisons. Pas de cultures. Aucun élevage et aucun moyen de subsistance », a souligné M. Ban lors de cette rencontre informelle avec les Etats membres des Nations Unies.

« L'accès aux zones les plus touchées est difficile. Les gens ont désespérément besoin de nourriture, d'eau et d'abris », a-t-il ajouté. « Haïti fait face à sa plus grande catastrophe humanitaire depuis le séisme de 2010 ».

Le 10 octobre, les Nations Unies, en coordination avec le gouvernement haïtien et d'autres partenaires, ont lancé un appel de fonds humanitaire de 119,8 millions de dollars pour être en mesure de venir en aide à 750.000 Haïtiens affectés par le cyclone Matthew pendant les trois prochains mois.

« Je remercie les donateurs pour leur soutien initial. Mais je dois rappeler à l'Assemblée générale que cet appel est seulement financé à hauteur de 22%. Nous avons un besoin urgent de ressources supplémentaires », a déclaré Ban Ki-moon.

Le chef de l'ONU a aussi rappelé que l'ouragan avait compliqué la lutte contre le choléra en Haïti.

Vendredi dernier, le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, a présenté aux États membres une nouvelle approche, comprenant deux pistes de travail. La première consiste à intensifier les efforts pour traiter et éliminer le choléra, ainsi que pour améliorer l'accès à long terme à l'eau potable et à l'assainissement. La deuxième piste de travail vise à élaborer une proposition d'assistance matérielle aux Haïtiens les plus touchés par le choléra après le début de l'épidémie en 2010. Le financement total jugé nécessaire pour les deux pistes de travail est évalué à plus de 400 millions de dollars au cours des deux prochaines années.

Ban Ki-moon a précisé qu'il allait détailler cette nouvelle approche devant l'Assemblée générale le mois prochain.

« En attendant, je demande à nouveau aux États membres le soutien financier nécessaire pour ces deux pistes de travail afin d'en assurer le succès. Nous devons remplir notre devoir moral envers la population d'Haïti », a-t-il conclu.

HABITAT III : l'ONU adopte un 'Nouvel agenda urbain' à Quito



Directeur exécutif d'ONU-Habitat, Joan Clos, à la conférence Habitat III, à Quito, en Equateur. Photo: ONU-Habitat/Julius Mwelu

20 octobre - La Conférence 2016 des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) qui s'est achevée jeudi à Quito, en Equateur, a adopté un 'Nouvel agenda urbain' afin de rendre les villes plus inclusives, plus sûres, plus résilientes et plus durables.

« Le nouvel agenda urbain est un programme ambitieux qui doit permettre de rendre les villes et les établissements humains plus inclusifs », a déclaré le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, ONU-Habitat, Joan Clos dans un discours préparé pour la clôture de la conférence. « Cet agenda garantira que tout le monde puisse bénéficier de l'urbanisation, en accordant une attention particulière à ceux qui sont en situation de vulnérabilité ».

Cet agenda contenu dans la 'Déclaration de Quito' s'inscrit dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté par 193 États membres de l'ONU en septembre 2015.

Il comprend notamment un appel à l'égalité des chances; à l'élimination des discriminations; à des villes plus propres; au renforcement de la résilience et à la réduction des émissions de carbone; au plein respect des droits des migrants et des réfugiés, quel que soit leur statut; à l'amélioration de la connectivité et à la promotion d'espaces publics verts, sûrs et accessibles.

L'agenda ne fixe pas des objectifs spécifiques contraignants, mais il s'agit plutôt d'une « vision partagée » qui établit des normes pour la transformation des zones urbaines en endroits plus sûrs, plus résilients et plus durables.

En signant la Déclaration de Quito, les États membres s'engagent à agir au cours des 20 prochaines années pour améliorer tous les domaines de la vie urbaine.

« Nous devons mettre en œuvre ces engagements », a déclaré M. Clos. « Si nous ne le faisons pas, cela sera inutile », a-t-il ajouté dans un entretien avec le Centre d'actualités de l'ONU.

Répondant aux critiques selon lesquelles le nouvel agenda urbain serait utopique et irréaliste, M. Clos a terminé son discours à la conférence par un appel à l'action : « Nous allons commencer à construire la ville de nos rêves ensemble, à partir de maintenant ».

Investir dans le potentiel des filles est essentiel pour la réalisation des objectifs de développement durable, selon l'ONU



filles dans une école dans le district de Chandrapur, à Nagpur, en Inde. Photo UNICEF/Dhiraj Singh

20 octobre - Dans son dernier rapport intitulé 'État de la population mondiale 2016', le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) prévient que les atteintes aux droits et à la santé des filles menacent l'accomplissement du [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#).

Le rapport, publié jeudi, souligne que le mariage forcé, le travail des enfants, les mutilations génitales féminines et d'autres pratiques violant les droits de l'homme, empêchent les filles de réaliser leur plein potentiel comme adultes et de contribuer ainsi au progrès économique et social de leurs communautés et nations. Sans leurs contributions, le Fonds considère que le Programme à l'horizon 2030 et ses [17 objectifs de développement durable](#) ne pourront jamais être atteints.

Le FNUAP rappelle que l'âge de dix ans est un âge déterminant pour les filles partout dans le monde qui conditionne leur avenir alors qu'elles approchent la puberté. Dans certaines parties du monde, une fille à cet âge bénéficie des possibilités illimitées et commence à faire des choix qui vont influencer son éducation et, plus tard, sa vie de travail. Mais le rapport du Fonds montre que dans d'autres régions, une fille qui entre dans la puberté est soudainement considérée comme un produit qui peut être acheté, vendu ou échangé. Elle peut être forcée à se marier, quitter l'école, à avoir des enfants et commencer une vie de servitude.

« Entraver le chemin sûr et sain d'une jeune fille au stade de l'adolescence vers un âge adulte productif et autonome est une violation de ses droits », a dit le [Directeur exécutif de l'UNFPA, le Dr Babatunde Osotimehin](#). « Mais cela est également dommageable pour sa communauté et sa nation. Chaque fois que le potentiel d'une fille est inexploité, nous sommes tous perdants », a-t-il ajouté.

Le nouveau rapport d'UNFPA note que sur les 125 millions d'enfants âgés de 10 ans aujourd'hui, 60 millions sont des filles qui sont systématiquement désavantagées au niveau mondial alors qu'elles avancent dans l'adolescence vers l'âge adulte. Les filles sont moins susceptibles que les garçons de compléter une éducation formelle aux niveaux secondaire et universitaire, sont plus susceptibles d'être en moins bonne santé physique et mentale, et auront plus de difficultés d'obtenir un emploi rémunéré.

L'éventail d'options politiques éprouvées disponibles pour les gouvernements a augmenté au cours des dix dernières années. Celles-ci comprennent l'interdiction de pratiques nuisibles telles que le mariage des enfants ainsi que le transfert d'argent en espèces aux parents des filles dans les ménages pauvres pour les aider à défrayer les coûts de la scolarité, et donc à maintenir les filles à l'école plus longtemps. Ils comprennent également l'offre de formations pour l'acquisition de compétences pratiques pour la vie quotidienne et une éducation sexuelle complète adaptée à l'âge des filles qui approchent la puberté.

Selon le rapport, le défi réside maintenant, dans l'intensification de ces interventions pour atteindre plus de filles, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables, à l'âge de 10 ans.

« La manière dont nous investissons et soutenons les filles âgées de 10 ans aujourd'hui déterminera ce à quoi va ressembler notre monde en 2030 », a dit le Dr Osotimehin. « Avec le soutien de la famille, de la communauté et de la nation, et la pleine réalisation de ses droits, une fille de 10 ans peut se développer et aider à créer l'avenir que nous voulons tous », a-t-il conclu.

Les statistiques clés du rapport :

- Neuf filles âgées de 10 ans sur dix vivent dans des pays en développement, et une sur cinq vit dans un pays parmi les moins avancés : une sur cinq est en Inde, et une sur huit en Chine.
- Chaque année d'éducation fournit 11,7% d'augmentation de salaire supplémentaire pour les filles dans leurs vies futures (contre 9,6% pour les hommes). Pourtant, 16 millions de filles entre 6 et 11 ans ne commenceront jamais l'école, deux fois plus que le nombre de garçons.
- Si toutes les filles de 10 ans qui abandonnent l'école ou ne vont pas à l'école dans les pays en développement, terminent un enseignement secondaire, elles déclencheraient un dividende annuel de 21 milliards de dollars.
- 10% des filles âgées de 5 à 14 ans font plus de 28 heures de tâches ménagères par semaine, soit deux fois plus que les garçons. Trois filles travailleuses sur quatre ne sont pas rémunérées.
- Chaque jour, environ 47.700 filles sont mariées avant 18 ans.

Centrafrique : le PAM fournit une assistance d'urgence aux victimes des violences



Des enfants à Dekoa, en République centrafricaine. Photo MINUSCA

20 octobre - Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies a annoncé jeudi l'acheminement d'une assistance alimentaire d'urgence à 8.000 personnes touchées par le regain de violences dans le nord de la République centrafricaine (RCA).

Dans un communiqué de presse, le PAM précise que cette opération vient s'ajouter à l'assistance alimentaire et nutritionnelle régulière que l'agence apporte à environ 120.000 Centrafricains.

Les distributions alimentaires d'urgence ont commencé le 17 octobre dans la région de Kaga Bandoro, où les combats ont tué ou blessé des dizaines de personnes. Les premières rations contiennent suffisamment de riz, de légumineux, d'huile végétale, de mélange maïs-soja et de sel, pour une période de 15 jours. Elles ont été distribuées à 5.000 personnes en quête de protection à l'extérieur de la base de la [Mission de maintien de la paix des Nations Unies en République centrafricaine \(MINUSCA\)](#) dans la ville de Kaga Bandoro, et à 3.000 autres personnes dans la ville de Ganama.

« Ce cycle de violence qui semble sans fin est extrêmement préoccupant », a déclaré le Directeur adjoint du PAM en RCA, Rocco Leone. « Nous voyons des personnes déplacées retourner dans leurs foyers seulement pour être de nouveau déracinées, ou des personnes qui sont tout simplement incapables de retourner chez elles car leurs régions d'origine restent dangereuses ».

D'autres personnes ayant besoin d'une assistance d'urgence ont été identifiées dans les régions qui ont connu de violents combats. Au cours des trois prochains mois, le PAM prévoit de fournir de la nourriture ou des coupons alimentaires à 17.000 personnes supplémentaires.

« Nous sommes déterminés à continuer à fournir une assistance vitale, autant que nous le pouvons et malgré des ressources limitées », a ajouté M. Leone.

En 2016, le PAM et ses partenaires prévoient d'apporter une assistance à un million de personnes dans les régions de la RCA les plus touchées par le conflit et la faim. Mais avec seulement 44% des besoins de financement assurés, l'agence humanitaire de l'ONU chargée de lutter contre la faim dans le monde a besoin de toute urgence de 42 millions de dollars pour continuer à venir en aide au peuple centrafricain.

RDC : l'ONU félicite les participants au dialogue national pour leur engagement envers une solution pacifique à la crise



Le facilitateur de l'Union africaine Edem Kodjo (gauche) s'exprimant lors d'une réunion du comité préparatoire pour le dialogue national en République démocratique du Congo (RDC). Photo: MONUSCO/Theophane Kinda

20 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a pris note mercredi soir de la conclusion du dialogue national en République démocratique du Congo (RDC) et a félicité Edem Kodjo, le facilitateur de l'Union africaine pour le dialogue, ainsi que les participants aux pourparlers pour leur travail et leur engagement envers une solution pacifique à la crise dans le contexte du processus électoral.

« Le Secrétaire général espère que la mise en œuvre de l'accord contribuera à un climat plus propice au respect des libertés et droits fondamentaux essentiels au débat politique et à des élections crédibles », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

Ban Ki-moon a exhorté le gouvernement à rester activement engagé avec tous les acteurs politiques, notamment en continuant d'adopter des mesures de confiance. « Celles-ci comprennent en particulier de nouvelles libérations de prisonniers politiques et le respect du droit de réunion pacifique et de la liberté d'expression », a précisé son porte-parole.

Le chef de l'ONU a appelé également « les groupes politiques qui ne faisaient pas partie du dialogue national à s'employer à résoudre leurs différends de manière pacifique ».

« Le Secrétaire général réaffirme l'importance cruciale d'élections apaisées et crédibles pour la stabilisation et la consolidation de la démocratie constitutionnelle en RDC, conformément à la Constitution et à la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance », a dit son porte-parole.

Le reboisement du mont Kilimandjaro pourrait atténuer les pénuries d'eau en Afrique de l'Est, selon le PNUE



Des éléphants avec en fond le Mont Kilimandjaro. Photo Banque mondiale/Curt Carnemark

20 octobre - Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a averti mercredi qu'il était nécessaire de reboiser le mont Kilimandjaro, la plus haute montagne d'Afrique, pour aider à protéger l'approvisionnement en eau en Afrique de l'Est.

Selon le rapport, intitulé 'Le développement durable des montagnes en Afrique de l'Est face au changement climatique' (Sustainable Mountain Development in East Africa in a Changing Climate), qui a été présenté au Forum mondial de la montagne en Ouganda, le déboisement du mont Kilimandjaro pourrait déclencher une crise de l'eau alors que les rivières commencent à se tarir.

Les forêts du mont Kilimandjaro sont une source d'eau vitale pour les villes environnantes et pour la région. L'eau de la montagne alimente l'un des plus grands fleuves de la Tanzanie, le Pangani, fournissant de la nourriture, du carburant et des matériaux de construction à une grande partie de l'Afrique de l'Est, a précisé le PNUE.

Les températures plus élevées en raison du changement climatique ont augmenté le nombre de feux de forêt et accéléré la destruction de ces forêts. Comme il y a maintenant moins d'arbres pour retenir l'eau des nuages, le montant annuel de rosée sur la montagne aurait diminué de 25%. Le PNUE a remarqué que ceux qui vivent au pied du Kilimandjaro connaissent déjà des pénuries d'eau sévères.

Le rapport exhorte la Tanzanie à protéger le bassin versant du mont Kilimandjaro faisant du reboisement, des investissements dans des systèmes d'alerte rapide et de l'adaptation au changement climatique une priorité absolue.

Le PNUE a souligné que la protection des écosystèmes des montagnes d'Afrique de l'Est aidera également à protéger l'industrie du tourisme de la région, dont génère 7 milliards de dollars de revenus. Le mont Kilimandjaro, en soi, contribue à plus d'un tiers du total des revenus du tourisme de la Tanzanie.

Par ailleurs, l'impact du changement climatique sur les montagnes d'Afrique de l'Est est visible dans la perte de ses glaciers. Depuis les années 1990, la superficie des glaciers dans la région a fortement diminué. Ces glaciers devraient disparaître complètement dans quelques décennies alors que les températures augmentent, a noté le rapport.

Selon le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), l'Afrique de l'Est pourrait connaître une augmentation moyenne des températures annuelle de 3,2 degrés Celsius d'ici à 2080.

Climat : il faut investir dans la sécurité des piétons et des cyclistes, selon le PNUE



Un père et ses enfants dans le camp de réfugiés Zaatari, en Jordanie, se préparent à partir en vélo. Photo: UNICEF/Mariam Al-Hariri

20 octobre - Le manque d'investissement dans la sécurité des piétons et des cyclistes contribue à la mort de millions de personnes et est une occasion manquée de contribuer à la lutte contre le changement climatique, selon un rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) publié jeudi.

Dans ce [rapport](#) intitulé 'Perspectives mondiales sur la marche et le cyclisme', le PNUE appelle les pays à investir au moins 20% de leurs budgets de transport dans les infrastructures destinées aux piétons et aux cyclistes pour sauver des vies, réduire la pollution et les émissions de carbone, qui augmentent de plus de 10% par an.

« Les gens risquent leur vie chaque fois qu'ils quittent leurs maisons », a déclaré le chef du PNUE, Erik Solheim. « Mais il ne s'agit pas seulement des accidents. La conception de systèmes de transport autour des voitures met plus de véhicules sur la route, ce qui augmente les émissions de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique mortelle. Il faut faire des gens, pas des voitures, la priorité des systèmes de transport ».

Le rapport fait le point sur les infrastructures pour les piétons et les vélos dans 20 pays à revenu faible et moyen, en Afrique, en Asie et en Amérique latine, où, par rapport aux pays à revenu élevé, deux fois plus de gens meurent dans des accidents de la circulation routière.

Parmi les pays où il est le plus dangereux de marcher et de faire du vélo, il y a quatre pays africains. Au Malawi, 66% des décès sur la route étaient des piétons et des cyclistes; au Kenya 61%; en Afrique du Sud 53%; en Zambie 49%; et au Népal 49%.

Environ 1,3 million de personnes meurent chaque année sur les routes, près de la moitié d'entre elles étant des piétons, des cyclistes et des motocyclistes.

Le transport motorisé est responsable d'un quart des émissions mondiales de dioxyde de carbone (CO2) et, au rythme actuel, sera responsable d'un tiers des émissions de CO2 d'ici à 2050.

La mauvaise qualité de l'air, en partie à cause des émissions des véhicules, causerait environ sept millions de décès prématurés chaque année et augmente les problèmes de santé comme la bronchite, l'asthme, les maladies cardiaques et les lésions cérébrales.

« Si nous n'agissons pas pour rendre nos routes plus sûres, on estime qu'en dix ans ,13 millions de personnes de plus seront mortes sur nos routes », a conclu M. Solheim.

Le PNUE exhorte les pays à élaborer des politiques nationales et locales pour le transport non motorisé, et si elles existent déjà, d'agir immédiatement pour les mettre en œuvre ; à augmenter d'au moins 20% les dépenses budgétaires pour les infrastructures destinées aux piétons et aux cyclistes ; et à promouvoir activement les moyens de transport non motorisé.